

**Jacques de Turenne**  
**Comité de Concarneau**

Ainsi la pandémie serait presque terminée. Provisoirement ou définitivement. La litanie des mauvaises nouvelles (réanimations surchargées, soignants épuisés, taux d'incidence en hausse et j'en passe...), cette malédiction cède enfin devant les signaux à nouveau « au vert ». On peut recommencer à penser vacances, reprise économique (avec tous ces milliards économisés à dépenser !), et des visages juvéniles et réjouis squattent les journaux télévisés pour fêter la liberté bientôt totalement recouvrée. Avec cette vague de soulagement bien compréhensible mais également complaisamment orchestrée on passe à la trappe l'ensemble des paramètres qui ont largement contribué au désastre que nous avons traversé. Pourtant ce sont bien des drames que vivent encore certains, éprouverons encore longtemps ceux qui ont perdu un ou des proches, ou encore des cataclysmes à venir pour ceux qui vont se retrouver sans plus d'aides ni d'emploi. Le scénario général reste celui du gros temps qui s'éloigne. Revenus les premiers rayons du soleil on se réjouit de pouvoir à nouveau « profiter ». Avec cette embellie les rares alertes sur la réduction des lits entamée depuis de nombreuses années sont emportées, on balaie les conséquences dramatiques de la réduction conséquente des interventions chirurgicales, on se tait sur les effets désastreux prévisibles liés à tous les retards de diagnostics et de traitement.

C'est ce point précis que j'ai envie de souligner aujourd'hui, tant il m'apparaît crucial et demande réflexion. Comment comprendre cet oubli, ce désintérêt et le « désinvestissement » de la population pour ce bien si précieux qu'est le système de santé ? Sorti des enthousiasmes feu de paille et du concert de casseroles sur les balcons, avec le sentiment de solidarité parfois bon marché et infantile qui se manifestait là, on s'est retrouvés bien peu nombreux à manifester face au saupoudrage du Ségur. Depuis bien longtemps les appels lancés pour défendre tel ou tel service de soin, s'opposer à telle ou telle restructuration (c'est-à-dire réduction, en clair, des dispositifs et effectifs) rassemblent des miettes de participants, souvent toujours les mêmes convaincus et habitués, comme si...

Comme si quoi ? Comme si la santé et le système de soin ne nous concernaient pas toutes et tous et ne pouvaient en aucun cas nous engager dans une mobilisation personnelle ? Une façon radicale de se protéger de la représentation de sa propre fragilité s'accommode alors de ce désintérêt, le fameux ça n'arrive qu'aux autres ! Comme si encore le gouvernement revêtait pour certains la lointaine figure de parents protecteurs qui font du mieux qu'ils peuvent et personne ne saurait s'en tirer mieux ? Laissons-les faire ! Comme si au contraire pour d'autres le gouvernement était associé à des parents indifférents qui se désintéressent de notre sort et nous abandonnent à l'impuissance ? À quoi bon... Autant de représentations et bien d'autres encore qui accompagnent et entretiennent le désengagement face à l'action individuelle et collective pour exiger un système de soin accessible à tous et à la hauteur des besoins réels. Autant de raisons pour s'en remettre à d'autres, faire le gros dos en cas de grain, attendre que ça passe ! (J'ai ce souvenir d'un échange avec une manipulatrice radio avec laquelle j'évoquais la défaillance progressive de l'équipement de l'hôpital local... Elle a eu cette répartie alors que l'on s'intéressait à l'avenir de son outil de travail : « Il faut espérer qu'on aura de la chance et qu'ils ne vont pas le supprimer... » traduction de l'impossibilité

même de penser qu'elle puisse en aucune manière peser sur des choix ! Il lui fallait s'en remettre à la chance !)

Face à cette résignation et à cette passivité collectives je retiens ici à l'inverse ces propos de Canguilhem qui place le « pouvoir d'agir » au centre de l'expérience humaine pour un « bien se porter », à comprendre donc non pas comme un état de plénitude stable, un bien acquis qu'il importerait de conserver, mais comme un équilibre toujours à construire : « *Je me porte bien dans la mesure où je me sens capable de porter la responsabilité de mes actes, de porter des choses à l'existence et de créer entre les choses des rapports qui ne leur viendraient pas sans moi, mais qui ne seraient pas ce qu'ils sont sans elles.* » Il nous appartient plus que jamais, à chacune et à chacun, de trouver et ouvrir les chemins pour revivifier et exercer ce pouvoir d'agir. Il importe plus que jamais de réaffirmer que nous avons notre mot à dire lorsque des décisions capitales sont prises au nom de « notre santé ».